

"Dix ans après le krach de 2008, le risque de nouvelle crise est grand avec Trump au pouvoir"

Gaël Vaillant
08-09-18

Le journaliste canadien Serge Truffaut explique au *JDD* pourquoi les États-Unis de Donald Trump, dix ans après la crise financière de 2008, n'en ont pas tiré les leçons.

Il y a dix ans, le 15 septembre 2008, la banque d'investissement [Lehman Brothers](#), à New York, se déclare en faillite. C'est alors le premier domino à chuter d'une longue série, entraînant la plus grave crise financière et bancaire depuis celle de 1929. Quelques jours plus tôt, le 7 septembre au soir, le gouvernement américain pensait pourtant avoir évité le pire [en nationalisant en urgence Freddie Mac et Fanny Mae](#), deux institutions qui assuraient alors 40% de l'encours de crédit immobilier américain et que la crise des subprimes avait acculé. Dix ans plus tard, aucun des responsables de l'effondrement du système bancaire américain, qui a touché le monde entier, n'a été jugé. Certains conseillent même aujourd'hui [Donald Trump](#).

Auteur d'une enquête détaillée sur la crise de 2008 ([Anatomie d'un désastre](#), 2017, disponible uniquement en format numérique en France), le journaliste canadien Serge Truffaut explique au *JDD* comment "on a permis aux acteurs de la finance de faire tout et n'importe quoi" et pourquoi cela risque encore de continuer.

Vous affirmez dans votre livre que les origines de la crise de 2008 remontent aux années 1980, quand Ronald Regan et Margaret Thatcher étaient respectivement au pouvoir aux États-Unis et au Royaume-Uni. Pourquoi?



© Reuters Le journaliste canadien Serge Truffaut explique au JDD pourquoi les Etats-Unis de Donald Trump, dix ans après la crise financière de 2008, n'en ont pas tiré les leçons.

L'ultralibéralisme s'est installé au pouvoir sous leurs mandats. Avec Brian Mulroney au Canada, ils se sont appliqués littéralement à déconstruire l'appareil réglementaire que Franklin Delano Roosevelt avait introduit dans les années 1930, après la crise financière de 1929. Jusqu'aux années 1980, il y a eu un contrôle renforcé de l'État sur le commerce des véhicules financiers. Avec Regan, Thatcher et Mulroney, il y a eu un subit décloisonnement de la finance. Au Canada, nous avons assisté en l'espace de cinq ans à une concentration du capital entre les mains des banques. Ces dernières ont fait main basse sur les assurances, les activités fiduciaires et les banques d'affaires. Aux États-Unis, ce décloisonnement a été terminé par Bill Clinton, en 1993. Depuis lors, on a permis aux acteurs de la finance de faire tout et n'importe quoi. Et très vite, les grandes banques sont devenues "too big to fail", "trop grosses pour faire faillite". Si l'une d'entre elles fait faillite, c'est tout le système qui s'effondre sur lui-même. C'est ce qui a bien failli se passer en 2008 et il a fallu des grands plans de secours et des nationalisations pour éviter le pire.

Une loi sous Obama pas entièrement appliquée et détricotée sous Trump

La crise financière de 2008 débute avec le sauvetage en urgence de Freddie Mac et Fanny Mae, qui ne sont pas parvenus à gérer le problème [des subprimes](#), ces prêts hypothécaires à risque que des millions d'Américains ne parvenaient pas à rembourser. Comment expliquer que le gouvernement n'ait pas jugulé cette crise immobilière débutée en 2007 et ainsi empêché celle du système financier?

Le gouvernement américain a toujours la possibilité d'intervenir grâce à la FED, la réserve monétaire fédérale. L'a-t-il fait en réponse à la crise des subprimes? Oui, mais trop tard. Pourtant, dès l'été 2007, le secrétaire au Trésor américain Henry Paulson a alerté le président George W. Bush sur les signes inquiétants observés sur le marché immobilier californien. Il avait alors repéré ce qui allait déclencher la crise des subprimes. Mais George

W. Bush a été dans une logique de laissez-faire, alors que la fin de son mandat se profilait. Ce n'est qu'à la rentrée 2008, quelques semaines avant l'élection de Barack Obama, que le Congrès américain a voté le plan Paulson, à l'origine conçu pour juguler la crise des subprimes. Hélas, une autre crise bien plus grave débutait alors à Wall Street.

" Il n'y a pas, dans le droit d'américain, d'imputabilité concernant le commerce de produits financiers. Résultat, personne n'a été en prison"

Barack Obama est élu dans ce contexte de crise et promet, dans son discours d'investiture, de mieux encadrer les dérives de la finance. Qu'a-t-il fait réellement?

Quand Barack Obama est arrivé au pouvoir, il a demandé à Eric Holder, le procureur général des États-Unis à la tête du département de la Justice, un rapport sur les causes de la crise de 2008, lui posant notamment une question : comment le gouvernement fédéral pourrait-il poursuivre les responsables de la crise? Après avoir fait un audit juridique, Eric Holder est arrivé à cette implacable conclusion : on ne peut pas traduire les acteurs de la finance qui ont été à l'origine de cette crise devant la justice américaine. Pourquoi? Parce qu'il n'y a pas, dans le droit d'américain, d'imputabilité [le principe juridique qui consiste à attribuer la responsabilité d'un fait à une personne, NDLR] concernant le commerce de produits financiers. Résultat, personne n'a été en prison. Les grandes banques ont seulement été condamnées à des amendes non pas pour leurs actes qui ont abouti à la crise de 2008, mais pour leur seul rôle dans la crise des subprimes [Bank of America Merrill Lynch a ainsi dû payer environ 50 milliards de dollars, JP Morgan 13 milliards quand Goldman Sachs s'en est tiré avec une amende de 5 milliards, NDLR].

En 2010, Barack Obama parvient toutefois à faire adopter la loi Dodd-Frank, visant à encadrer les dérives de la finance, notamment le marché des produits dérivés échangés gré à gré, des outils spéculatifs qui ont contribué à provoquer la crise de 2008...

Sauf que le "Dood-Franck act" n'a jamais eu force de loi. Une partie du texte n'a jamais été appliqué et la FED elle-même a reconnu que les banques "too big to fail" étaient "trop grosses pour être dirigées". Il y a eu un travail important des lobbies pour retarder l'application d'une partie de la loi et, après l'élection de Donald Trump, ce texte a finalement été partiellement abrogé en catimini [le 3 février 2017, le président américain a d'abord signé un décret pour "déréguler l'économie américaine"; le 22 mai dernier, le Congrès américain a voté une loi assouplissant les critères du "Dodd-Frank act", NDLR].

L'élection de Trump "a été l'aboutissement de la démolition du système réglementaire de Roosevelt"

Donald Trump a donc opéré à un retour en arrière...

Son élection a été l'aboutissement de la démolition du système réglementaire de Roosevelt. Son seul entourage traduit la victoire de Wall Street. Quand il est arrivé au pouvoir, il a ainsi pris comme conseiller économique Gary Cohn, président de Goldman Sachs de 2006 à 2017.

Ce dernier a dirigé le Conseil économique national, qui coordonne les politiques économiques des États-Unis. Autant dire qu'il ne s'est pas montré très critique envers le système financier dont il a été l'un des piliers lors de la crise de 2008. [Gary Cohn a démissionné](#) en mars dernier, protestant contre les mesures protectionnistes de Donald Trump. Mais il a été remplacé par Larry Kudlow, qui n'est autre que l'un des architectes de la dérégulation sous l'administration Reagan. Encore un homme de Wall Street. Le cabinet de Donald Trump compte 24 membres. Huit, au moins, viennent d'une banque d'affaires.

"Le cabinet de Donald Trump compte 24 membres. Huit, au moins, viennent d'une banque d'affaires"

Vous détaillez dans votre livre les liens entre Donald Trump et plusieurs acteurs de la finance qui ont eu un rôle dans la crise de 2008. Vous débutez votre essai en évoquant le rôle clé de Rebekah Mercer. Qui est-elle?

Rebekah Mercer est la fille de Robert Mercer, coprésident de Renaissance Technologies, un important "hedge fund" (fonds spéculatif). Ce dernier a toujours cultivé une haine du couple Clinton. Aussi, quand Hillary Clinton est apparue, fin 2015, en favorite de la primaire démocrate, Robert Mercer a tout fait pour faire gagner le camp républicain. Si, à l'origine, il soutenait Ted Cruz, il a fini, sous l'influence de Steve Bannon - un ex de Goldman Sachs -, par financer la campagne de Donald Trump. Mais cela ne s'est pas fait sans contrepartie : Robert Mercer a en effet imposé sa fille, Rebekah, auprès de Donald Trump, puis il a fait nommer Steve Bannon et Kellyanne Conway numéros 1 et 2 de l'équipe de campagne. Rebekah Mercer a ensuite eu un rôle important au sein du "comité de transition", ce gouvernement provisoire mis en place après la victoire de Trump pour prendre le relais de l'administration Obama. C'est ce comité qui a composé le casting du futur gouvernement. Selon *Politico*, Rebekah Mercer a eu un pouvoir particulièrement influent pendant cette transition, imposant le nom de Jeff Sessions à la Justice et celui du général Michael T. Flynn comme conseiller à la sécurité nationale.

Aux Etats-Unis, un système politique sous l'influence des lobbies et en vase clos

Donald Trump est-il sous la seule influence des Mercer?

Autour de lui, il y a d'autres figures du monde bancaire. Le secrétaire d'Etat au Trésor, le ministre des Finances donc, n'est autre que Steven Mnuchin, qui a longtemps été cadre de Goldman Sachs. Il y a aussi les frères Koch. Eux, ce sont des durs. Les frères Koch, avec une fortune d'une centaine de milliards de dollars, inondent le parti républicain d'argent pour faire valoir leurs idées, ultra-libérales et proches des suprémacistes blancs. Un mandarin du Parti républicain s'est tout de même inquiété du fait que la base de données électorale des frères Koch était plus précise et détaillée que celle des républicains! Robert Mercer et les frères Koch ont cette haine commune de l'Etat, de l'interventionnisme public et de la réglementation. Et ils l'ont insufflée à tous les niveaux de l'Etat américain. Mais, comme Gary Cohn, les frères Koch ont également tourné le dos à Donald Trump, critiquant ses mesures protectionnistes.

Avec ses mesures protectionnistes, Donald Trump est-il en train de couper les liens avec ces hommes de Wall Street?

Le président américain sera toujours entouré d'hommes de la finance. Aux États-Unis, ils passent leur temps à dire qu'ils sont la plus grande démocratie du monde, mais ils ne se posent pas la question de la qualité démocratique de leur régime. Le système politique est très fermé et sous l'influence des lobbies. Cela fonctionne en vase clos. En conséquence, le président des États-Unis est impuissant sur bien des sujets. Barack Obama, quand il a cherché à traduire en justice le responsable de la crise de 2008, a vite dû se rendre à l'évidence que son pouvoir était limité.

"C'est aux politiques de décomplexifier ce système pour mieux le contrôler, et cela passe sans doute par plus de régulation"

Une nouvelle crise, telle celle qui s'est déroulée en 2008, est-elle possible aujourd'hui?

Je ne suis pas devin, mais, en tant que journaliste, j'observe des signes. Il y a un an, il y a eu des soubresauts sur le marché immobilier de l'Arizona identiques à ceux observés en Californie en janvier 2007, annonceurs de la crise des subprimes. Par ailleurs, le niveau d'endettement des étudiants américains est en train de créer une bulle qui pourrait avoir un effet sur tout le système. Dix ans après, le risque de nouvelle crise est grand avec Donald Trump au pouvoir.

Avec l'omniprésence des lobbies que vous décrivez, la réforme du système est-elle impossible?

Au lendemain de la crise de 2008, les patrons des grandes banques américaines ont défilé devant le congrès américain. Interrogé par un sénateur sur ce qu'il faudrait faire pour éviter une nouvelle crise, celui de Morgan Stanley, John Mack, a eu un sursaut d'honnêteté avec cette phrase : "Il faudrait que vous vous attaquiez à la complexité." Aujourd'hui, le monde de la finance crée tous les jours des modèles mathématiques et informatiques qui leur permettent de faire ce qu'ils veulent. C'est aux politiques de décomplexifier ce système pour mieux le contrôler, et cela passe sans doute par plus de régulation.